



UNION INTERFEDERALE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE FORCE OUVRIERE

46, rue des Petites Ecuries 75010 – PARIS

Tél. : 01.44.83.65.55

e-mail : contact@fo-fonctionnaires.fr

Communiqué de presse

Défendre la Fonction Publique, C'est défendre la République !

Le gouvernement engage une concertation des organisations syndicales de fonctionnaires sur le 3^{ème} acte de la décentralisation. FO n'est en rien demandeur de cette « réforme ». L'Union Interfédérale des Agents de la Fonction Publique (UIAFP-FO) regroupant les trois versants (Etat, Territorial et Hospitalier) réaffirme son point de vue et ses revendications.

FO confirme son attachement à la République une et indivisible.

Dans ce cadre, FO défend les garanties statutaires des fonctionnaires en particulier leur indépendance dans le cadre du statut général (le titre 1 du statut) et dans le respect des trois versants qui le composent.

Le statut général garantit l'impartialité de l'administration et l'égalité d'accès des citoyens aux services publics. C'est pourquoi, FO s'oppose à tout processus de statut unifié aux 3 versants de la fonction publique ou de « *statuts de territoire* ».

FO exige :

- l'arrêt complet de la RGPP,
- l'abandon de la loi « Hôpital, patients, santé et territoires »
- l'abandon de la réforme des collectivités territoriales

En conséquence, FO exige l'arrêt des suppressions de postes qui interviennent dans les trois versants de la fonction publique, et revendique les recrutements statutaires nécessaires à l'exercice des missions publiques.

FO considère qu'un acte supplémentaire de décentralisation pourrait conduire les collectivités territoriales à devenir créatrices de normes et de droits au plan local, constituant par là-même une étape vers un Etat fédéral des régions.

FO s'oppose à la remise en cause de l'Etat républicain.

A ce titre, FO réitère sa demande de l'arrêt immédiat de l'expérimentation aboutissant à un Conseil d'Alsace.

Pour toutes ces raisons, FO s'oppose à toute nouvelle étape de décentralisation.

FO s'oppose à la politique d'austérité mise en œuvre par le gouvernement et qui conduit à toujours moins de service public, toujours plus de remise en cause des statuts et toujours moins de pouvoir d'achat pour les fonctionnaires et agents publics.

C'est pourquoi, FO revendique la revalorisation de 5 % de la valeur du point d'indice et l'attribution de 44 points pour tous, la suppression du contingentement du 8^{ème} échelon de la catégorie C ainsi que la l'abrogation du jour de carence.

Paris, le 15 octobre 2012.